

Received: 18/06/2021

Accepted: 30/11/2021

Published: 17/03/2022

Les éléments de la politique de développement durable et de l'environnement. Cas de la wilaya de Tizi-Ouzou

The elements of sustainable development policy and the environment. Case of the province of Tizi-Ouzou

Dr Amiri Dalila¹Pr. Aknine Rosa²¹FSECG, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzouamiri.dalila@yahoo.frdalila.amiri15@gmail.com²FSECG, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzour_aknine@yahoo.fr

Résumé

Le processus de développement durable est multidisciplinaire. Il traite à la fois de l'économie, de l'environnement et du social. L'Algérie encourage actuellement ce processus pour rapprocher les pouvoirs publics des besoins de la population locale et de la protection de l'environnement. L'exemple concret de la wilaya de Tizi-Ouzou est illustratif. Plusieurs projets sont mis en œuvre par l'implication des acteurs locaux et des citoyens dans le sens de la préservation de l'environnement. Cependant, le processus mené de développement durable de la wilaya est inachevé. D'où la nécessité d'une politique publique pertinente pour la wilaya afin de mener à bien toutes les actions de développement durable et d'assurer un environnement propre pour la population.

Mots clés : Politique, développement durable, environnement, projets, acteurs, actions.

Jel Classification Codes : Q56

Abstract

The process of sustainable development is multidisciplinary. It deals with the economic, environmental and social issues at the same time. Algeria is currently promoting this process to bring the public authorities closer to the needs of the local population and to the protection of the environment. The concrete example of the province of Tizi-Ouzou is illustrative. Several projects are implemented through the involvement of local actors and citizens in the direction of the preservation of the environment. However, the process of sustainable development of the province is incomplete. Hence the need for a relevant public policy for the province in order to carry out all sustainable development actions and ensure a clean environment for the population.

Keywords: Policy, sustainable development, environment, projects, actors, actions.

Jel Classification Codes : Q56

Corresponding author: Full name, e-mail: authorC@mail.com.

1. INTRODUCTION

La politique publique de développement durable est liée à la mise en œuvre de différents projets publics au niveau national et local. L'implication des multiples acteurs est indispensable dans l'optique de la satisfaction des citoyens et d'assurer un développement équitable du territoire.

A niveau national l'Etat intervient par la mise en œuvre des actions prévues dans les différents plans sectoriels de développement.

Au niveau local, les collectivités territoriales interviennent par la mise en œuvre des actions prévues dans les différents plans de développement local.

Dans cet ordre d'idées on s'intéresse à quelle politique publique de développement et de l'environnement la plus adaptée à travers l'exemple de la wilaya de Tizi-Ouzou ?.

Les hypothèses liées à cette thématique sont les suivantes :

Hypothèse 01 : La politique de développement de l'environnement est menée par les différents acteurs au niveau national et local ;

Hypothèse 02 : La mobilisation des différents moyens est indispensable dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'environnement.

2. Eléments théoriques de la politique publique

Une politique publique est défini notamment comme un concept de [science politique](#) qui indique que les « *interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la [société](#) ou du [territoire](#)* »¹.

En [sociologie politique](#)², c'est l'ensemble des interventions dans les différentes étapes de leur mise en œuvre, aussi bien que dans leur genèse ou au travers de leurs conséquences (c'est la « sociologie de l'action publique »).

En [science administrative](#)³, c'est l'évaluation d'une politique publique en fonction de sa capacité à atteindre les objectifs qui lui ont été assignés, ainsi qu'en fonction de l'efficacité des moyens déployés. Les politiques publiques sont décrites comme « *un ensemble d'actions coordonnées, réalisées par une [puissance publique](#), dans l'optique d'obtenir une modification ou une évolution d'une situation donnée* ». C'est la capacité qu'a une puissance publique à gérer les attentes et les problèmes propres à la société ou au pan de société concerné(e) et à agir en fonction d'une [stratégie publique](#), de court, moyen ou long terme. Les domaines concernés sont : infrastructure, santé, famille, logement, emploi, formation professionnelle, recherche, fonction publique, crise, déficit, etc...

Les différents paradigmes d'analyse des politiques publiques³ sont:

- Le paradigme pluraliste qui reflète le processus de décision publique à travers l'interaction des différents acteurs;
- Le paradigme [corporatiste](#) avec le monopole des groupes d'intérêts avec l'Etat;
- Le paradigme [néo-corporatiste](#) avec l'intervention de plusieurs acteurs qui produisent des politiques publiques en relation avec l'Etat;
- Le paradigme étatiste qui considère l'Etat est le principal monopole des politiques publiques.

3. Politique publique et concurrence locale des territoires

A travers les années 1990, l'État français à encourager les politiques publiques dites de « politiques de la ville », c'est

l'engagement d'une ou plusieurs collectivités territoriales, sous l'égide de l'État, décident de mettre en œuvre conjointement un programme pluriannuel relatif à leurs territoires. Le politiste Gérard Chevalier considère cette évolution comme un moyen aux « finalités cachées », permettant au gouvernement d'encadrer les politiques municipales⁴.

Avec les [décentralisations](#) successives, le développement des politiques publiques locales est une délégation de responsabilités de l'État vers les collectivités territoriales⁵.

En 2003, Patrick Le Galès encourage cette pratique⁶. De l'observation les sociétés nationales sont devenues essentiellement urbaines, les [villes](#) et les [régions](#) sont des lieux privilégiés de lecture des transformations sociales.

Cette approche territoriale est liée à une analyse des instruments locaux de l'[action publique](#), il décrit une transformation profonde de certaines grandes villes européennes, qui passent du statut de territoires, soumis à leurs environnements respectifs, à celui d'acteurs proactifs. Particulièrement en construisant leurs propres [gouvernances urbaines](#), les acteurs urbains prendraient en main leurs territoires et se créeraient une [autonomie](#) nouvelle par rapport à l'État⁷.

En 2005, Renaud Epstein a développé une nouvelle approche du rôle des politiques publiques locales et de l'impact de la décentralisation sur les capacités d'action des collectivités locales. Par exemple les politiques étatiques françaises par projet qui consistent à proposer aux acteurs publics locaux un co-financement étatique pour réaliser les projets depuis les dernières décentralisations, sous condition de conformité des dits projets aux attentes étatiques, ainsi la collectivité doit satisfaire des quotas en matière de logement ou privilégier des

technologies pour aménager numériquement son territoire. Cette situation aboutirait à un système de mise en [compétition](#) des territoires, baptisé comme « gouvernement à distance »⁸.

Pour cet auteur, « *la politique de rénovation urbaine annonce l'émergence d'un nouveau modèle néolibéral de gouvernement à distance des territoires* », où l'État donne des responsabilités aux collectivités, cloisonne l'accès aux différentes ressources et met les villes en compétition pour avoir des sources étatiques de [financement](#). Les villes sont incitées à se conformer aux attentes gouvernementales, sans que l'État ait à établir au préalable un coûteux travail de normalisation des différentes initiatives locales.

Les différentes politiques publiques locales contient des projets de mobilisation territoriale, ou « démarches par projets »⁹. Ce type d'initiative locale n'est pas une relation *top-down*, où l'État est à l'origine des actions publiques ; mais plutôt une relation *bottom-up* où la collectivité initie de manière autonome les différentes démarches locales. Cette pratique encourage la mobilisation des ressources et un tissu d'acteurs urbains pour répondre précisément à un enjeu local. Elle permet aussi de créer un tissu d'interdépendances, de collaborations et de structures locales, à l'origine du développement de [gouvernances urbaines](#). Ce type de politique locale est inégalement accessible selon les ressources et les capacités de chaque [collectivité territoriale](#) : exemple des [métropoles françaises](#).

4. Eléments théoriques du développement durable et de l'environnement

Le processus de développement durable est considéré comme une nouvelle conception de la [croissance économique](#), dans une perspective de [long terme](#) et qui intègre les contraintes

liées à l'[environnement](#) et au fonctionnement de la [société](#). Selon la définition donnée dans le rapport de la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* de l'[Organisation des Nations unies](#), dit [rapport Brundtland](#), où cette expression est apparue pour la première fois en 1987, le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des [générations futures](#) à répondre à leurs propres besoins¹⁰.

Depuis le début des années 1970, cette notion de développement s'est imposée à la suite de la prise de conscience progressive, de la [finitude écologique de la Terre](#), liée aux [limites planétaires](#) sur le long terme.

Le processus de développement durable a pour objectif de définir des schémas viables qui concilient trois aspects écologiques, sociaux et économiques des activités humaines : « trois piliers » à prendre en compte par les collectivités comme par les entreprises et les individus¹¹. La finalité est de réaliser un équilibre cohérent à long terme entre ces trois enjeux. À ces trois piliers, il ya un enjeu transversal, indispensable à la définition et à la mise en œuvre de politiques et d'actions liées au développement durable : la gouvernance¹².

La notion de [gouvernance](#) c'est la participation de tous les acteurs (citoyens, entreprises, associations, élus...) au processus de décision ; elle est une forme de [démocratie participative](#). Le développement durable est un processus de transformation dans lequel l'exploitation des ressources naturelles, le choix des investissements, l'orientation des changements techniques et institutionnels sont rendus cohérents avec l'avenir comme avec les besoins du présent¹³.

Les différents enjeux du développement durable nécessitent un système impliquant trois types d'acteurs : le marché, l'État et la société civile¹⁴ :

- Les acteurs du marché sont les entreprises ;
- Les acteurs des États sont des autorités publiques, au niveau mondial et au niveau de chaque grande zone économique (Union européenne...), au niveau national, et au niveau territorial (régions, intercommunalités, communes) ;
- Les acteurs de la société civile sont des représentants des associations et des Organisations non gouvernementales.

La société civile est plus appropriée pour une économie de la gratuité et de la fraternité. Elle est indissociable des deux autres catégories d'acteurs.

5. Politique de développement durable menée en Algérie

Le pays est caractérisé notamment par la splendeur de ses sites, la fertilité de ses plaines et la fécondité de ses montagnes et du soleil.

Son modèle de développement est fondé sur une richesse naturelle limitée, écologiquement polluante et un partage inéquitable des richesses. La dépendance à une seule ressource d'énergies fossiles a eu des conséquences néfastes sur l'économie nationale et qui se sont répercutées sur la vie des citoyens.

Cependant, l'Etat algérien n'a pas de stratégie fiable de développement malgré les multiples atouts qui sont peuvent être exploités autrement.

Concernant le colloque scientifique qui s'est tenu récemment à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, intitulé « l'Economie Solidaire », il est indiqué que « la stratégie de l'Etat en matière de développement durable est insuffisante et impertinente, vu que, les entreprises algériennes ne s'impliquent pas d'avantages ou pas du tout dans le

développement durable, ainsi que les réelles inégalités et les écarts de développement d'une région à une autre sont observables et remarquables à l'œil nu, qui engendrent systématiquement des inégalités sociales».

6. Analyse des éléments de la politique publique et développement durable dans la wilaya de Tizi-Ouzou

La wilaya de Tizi-Ouzou est constituée de 67 communes. Sa vocation rurale et de montagne rendent difficiles l'implantation de nouveaux projets publics avec aussi l'opposition de la population. Dans l'optique de développement durable on retrouve le secteur de l'environnement et de l'énergie.

La carte suivante présente le découpage administratif de la wilaya :

Carte 1. Wilaya de Tizi-Ouzou

la wilaya ;

- Délivrer les permis, autorisations et visas prévus par la législation et la réglementation en vigueur dans le domaine de l'environnement ;

- proposer toutes mesures tendant à améliorer le dispositif législatif et réglementaire ayant trait à la protection de l'environnement ;

- Prendre en liaison avec les autres organes de l'état les mesures visant à prévenir et à combattre toutes les formes de dégradation de l'environnement et notamment la pollution, les nuisances, la désertification et l'érosion des sols, à sauvegarder et à développer la diversité biologique ainsi que le patrimoine cynégétique et à promouvoir les espaces verts et l'activité horticole littoral ;

- Promouvoir des actions d'information, d'éducation et de sensibilisation en matière d'environnement ;

- Prendre ou de faire prendre les mesures tendant à améliorer le cadre et la qualité de la vie.

Ainsi, dans le cadre des différents programmes d'investissement lancés¹⁶, ce secteur a bénéficié de 16 opérations, 18 projets pour un montant de 3 272,50 Millions de DA.

Les projets réceptionnés et livrés en 2014 sont 04, les équipements d'exploitation acquis en 2014 sont 16, 02 mises en services de décharges contrôlées, 02 livraisons prévues les 02 trimestres 2015, 02 projets lancés en 2014. Les projets à l'arrêt sont 03 suit à l'opposition des citoyens.

L'état d'avancement des crédits de paiement consommés pour l'année 2014, figure dans le tableau suivant :

Tableau 1. Crédits de paiement(CP) consommés dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Programe	Chapitre	AP*1000 DA	Cons CP*1000 DA	Taux de cons * 1000 DA	Reliquat CP 2014*1000 DA	RAR AP *1000DA au 31/12/2014
PCSC	352	688000,00	44588,02	8,15	502600,78	221266,73
PCSC	834	75000,00	26096,60	15,91	137903,40	9106,79
PCCE	352	235950,00	302184,27	28,11	772767,37	163624,87

Source : Bilan d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2014.

Un excédent de CP (crédit de paiement) dans le programme PCSC, chapitre 352 par rapport au RAR sur AP (autorisation de paiement). Il représente 326030270,00DA, d'où la baisse du taux de consommation sur CP. Le taux réel de consommation de CP 2014 est de 20,15% au lieu de 8,15, sur la base que le cumul de CP est égal au RAR sur AP.

Les autres activités de la direction de l'environnement concernent notamment :

-La gestion des déchets solides urbains est complexe. Les principaux problèmes sont les déchets solides urbains de 930 tonnes/j sur une moyenne de 0,8 kg/hab. Les 42% des déchets de la wilaya sont traités dans 03 CET (Oued Falli, Ouacif et Draa El Mizan), et 58% sont dans la nature notamment les décharges communales non contrôlées et les dépotoirs sauvages.

Les schémas directeurs de gestion des déchets municipaux sont : 05 réalisés, 10 en cours d'approbation par les communes, 33 en cours d'élaboration, soit un total de 48 schémas sur 67 communes, soit un taux de 71,64%.

Des oppositions concernent 03 CET (Illoula Oumalou, Fréha et Mizrana). Ils peuvent couvrir 67% en matière de traitement des déchets. La fermeture de 41 décharges et la réhabilitation de 04 décharges. Pour satisfaire le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou, il est opportun de réaliser 02 CET à Azeffoun et Larbaa-Nath-Irathen.

-Des opérations d'hygiène et d'enlèvement des ordures ménagères et déchets solides sont lancées par la wilaya par un comité de pilotage et par des comités de Daïras et de communes. Un plan de gestion des déchets ménagers de la wilaya à travers l'Agence Nationale des Déchets(AND), sous la tutelle du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

La gestion des déchets spéciaux concerne les déchets industriels. La quantité générée du solide est de 64708 tonnes et du liquide est de 226543m³. La quantité stockées en solide est de 4 952 326 tonnes et du liquide est de 559 litres. Le stockage est dû à l'absence du traitement et les coûts élevés des éliminations par les prestataires de service.

-Dans le cadre de la protection de la diversité biologique il existe la protection des forêts et le développement des espaces verts. Le tableau suivant est illustratif :

Tableau 2. Espaces verts dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Catégorie de l'espace vert	Nbre d'espaces verts existant	Nbre d'espaces verts projeté	Nbre d'espaces verts en	Nbre d'espaces verts existant	Nbre d'espaces verts en cours de réalisation
----------------------------	-------------------------------	------------------------------	-------------------------	-------------------------------	--

	s	s	cours	s classés	classés
Jardins publics	20	34	4	13	2
Jardins collectifs ou résidentiels	34	10	2	25	2
Jardins spécialisés	20	0	5	20	1
Jardins particuliers	27	3	2	11	1
Forêts urbaines	6	0	0	0	0
Alignements boisés	39	17	5	36	5
Parcs Citadins (urbains)	0	6	1	0	0
Total	146	70	19	105	11

Source : Bilan d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2014.

La commune de Tizi-Ouzou avec l'AND (Agence Nationale des Déchets), l'association AJIE et les comités des quartiers, ont lancés un projet pilote du tri sélectif au niveau de la cité du 11 Décembre et la cité des Fonctionnaires en date du 10/06/2014.

L'éducation environnementale en milieux scolaires et de jeunes est menée par des clubs verts sui sont :

Tableau 3. Clubs verts dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Cycle primaire	Cycle moyen	Cycle secondaire	Centres de formation professionnelle	Etablissement de jeunesse
96	101	16	07	07

Source : Bilan d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2014.

Les différentes associations qui activent dans le domaine de l'environnement sont 73 agréées dont 14 créées en 2014, 23 associations ont subventionnées sur le budget primitif 2014 pour un montant de 6 550 000,00DA.

Suivant aussi le secteur de l'énergie, la direction de l'Énergie de la wilaya de Tizi-Ouzou, a été créée en 2016 d'après le décret exécutif N° 16-164 du 02 juin 2016 portant création, missions, organisation et fonctionnement des directions de wilayas de l'Énergie¹⁷.

La Direction de l'Énergie est organisée en trois (03) services :

- Le service de l'électricité et du gaz ;
- Le service des hydrocarbures et de la protection du patrimoine ;
- Le service de l'administration, des moyens et de la communication.

Les principales missions sont les suivantes :

- Veiller à la concrétisation des réalisations des différents programmes en cours de réalisation en matière de raccordement en électricité et en gaz naturel (PC-PCSC-PS-PCCE).
- Élaboration, mise en exécution et le suivi des projets inscrits au titre du plan quinquennal (2010-2014) pour le gaz et l'électricité.

Dans cet ordre d'idées, le programme d'électrification¹⁸ est réparti comme suit :

-Programme quinquennal 2010/2014 à travers 235 centres inscrits pour le raccordement de 3500 foyers à travers 67 communes pour un montant de 1000 KDA, 24 centres réceptionnés, 48 projets lancés et 03 à l'arrêt. La consommation des crédits de paiement durant l'exercice 2014 enregistre un montant de 8 027 994,160 DA concernant le programme quinquennal ;

-Programme complémentaire sur une consistance de 500 km, 247,30Km ont été délimités, 147 centres dont 15 centres ont été analysés ;

-Programme de développement et de renforcement du réseau électrique.

Le programme mené du gaz naturel enregistre 23 513 foyers raccordés au gaz pour l'année 2014 soit 171072 habitants. A la fin 2014, le taux de raccordement au gaz naturel enregistré est de 61%soit 179 422 foyers pour 1 076 532 habitants. Avec l'achèvement des programmes en cours, le taux de raccordement en gaz atteindra 88%avec 263 303 foyers raccordés. Le programme complémentaire à la croissance économique(PCCE) concerne : Beni-Zekki, Illiten, Berkouka, Boumahni, Ouadhias, Ait R'Houna, Mizrana, Attouche, Yatafen, Ait Boumahdi, Ait yahia Moussa ,Draa El Mizan et Ait Yahia Moussa. Les produits pétroliers et gaziers sont desservis à la population.

La politique publique des mines est mise en œuvre par la direction des mines et de l'industrie de Tizi-Ouzou dans un programme de plan sectoriel de développement (PSD), d'une autorisation de programme de 70 500 000,00DA, un montant de

3 070 396,41DA est engagé pour le paiement des différentes situations d'entreprises.

Pour l'année 2018, la politique publique de l'environnement est fondée sur des projets d'aménagement du territoire dans la wilaya de Tizi-Ouzou dont les illustrations sont les suivantes :

Tableau 4. Eléments du secteur de l'environnement dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Eléments du secteur de l'environnement	Nombre
Quantité des déchets générés	847.39
Décharges contrôlées (Dépotoirs)	03
Décharges non contrôlées (Dépotoirs)	482
Volume des déchets traités (T/J)	423.96
Nombre d'unités polluantes	1637
Espaces verts	196
CET	04
Etablissement classés	1637

Source : Etabli par l'auteur, Cf. l'annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2018.

Dans cette optique, il est opportun de renforcer le secteur d l'environnement pour réduire le nombre de déchets produits, de recycler les déchets triés, appliquer le principe du pollueur payeur et de créer de l'emploi.

7. CONCLUSION

La stratégie algérienne de développement durable est rattachée aux politiques publiques menées qui doivent insérer les nouvelles réalités mondiales de changement climatique, de déforestation, de pertes de biodiversité et d'écosystèmes, des inégalités socio-économiques des populations et des multiples régions.

Pour objectif à atteindre c'est l'économie verte et équitable, et un plan commun à tous les acteurs économiques et pour définir leurs projets de développement durable.

Une stratégie nationale structurée intègre les différentes réalités sociales, économiques, culturelles et environnementales du pays, permettrait de développer une économie rationnelle dans l'exploitation des ressources naturelles, une répartition juste des richesses, la protection de l'environnement, des espaces verts et assurer une vie digne à toute la population.

Cependant, l'adoption d'une stratégie de développement, et la mise en place de tous les moyens par les différents ministères concernés, apparaissent comme une avance vers une prise en considération de la problématique du développement durable et de politiques publiques par le gouvernement du pays.

Mais, le développement durable local est lié à la performance des interventions publiques décentralisées et à la relance de l'investissement primaire de base, notamment les projets structurants qui peuvent générer l'investissement d'accumulation de capitaux qui commandent la croissance économique de la région, et partant de la création d'un tissu économique industriel.

8. Bibliographie

1-Jean-Claude Thoenig, Dictionnaire des politiques publiques, 4^e édition, Presses de Sciences Po, 2014.

- 1 2-Jean-Yves Dormagen, Daniel Mouchard, « Introduction à la sociologie politique »,
- 2 Collection Ouvertures politiques, Ed.deboeck SUPERIRUR, 2019.
- 3-D. Loschak, « La science administrative et le droit », Mélanges Langrod, 1980.
- 4-Gérard Chevalier, « Volontarisme et rationalité d'État. L'exemple de la politique de la ville ». In : *Revue française de sociologie* 37.37-2 (1996), pp. 209–235.
- 5-Daniel Béhar et Philippe Estèbe, « L'État peut-il avoir un projet pour le territoire » : *Annales de la Recherche* 82 (1999), pp. 81–91.
- 6-Le Galès P., 2003, Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance, Paris, Presses de Sciences Po.
- 7-Cf. Wikipédia l'encyclopédie libre.
- 8-Renaud Epstein, « Gouverner à distance. Quand l'État se retire des territoires ». In : *Esprit* 11 (2005), pp. 96–111.
- 9-Gilles Pinson, *Gouverner la ville par projet*, Paris : Presse de Sciences Po, 2009.
- 10-Le Rapport Brundtland, 1987, Wikipédia l'encyclopédie libre.
- 11-Les 3 piliers du développement durable, Wikipédia l'encyclopédie libre.
- 12-La mesure du développement durable selon les critères de la *Global Reporting Initiative* intègre des indicateurs de gouvernance au même titre que les indicateurs écologiques, sociaux et économiques.
- 13-Selon le Mémento de critères de développement durable dans les actions de coopération et de solidarité internationale.
- 14-[Caritas in veritate, n° 38](#).
- 15-Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2015.
- 16-Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2018.
- 17-Direction de l'environnement de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2017.
- 18-Direction de l'énergie de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2017.
- 19-Bilan d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2013.
- 20-Bilan d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2014.
- 21-www.gov.dz
- 22-www.gov.fr
- 23-www.ons.dz
- * Conseils et orientations.
- ** Conseils et orientations.